

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

25 septembre 2020

DROIT À L'AVORTEMENT - (N° 3292)

Adopté

**AMENDEMENT**

N° AS12

présenté par

Mme Rixain, M. Viry, Mme Poueyto, M. Chiche, Mme Anthoine, Mme Gayte, M. Gouffier-Cha,  
Mme Lazaar, M. Laabid, Mme Le Peih, Mme Couillard, Mme Calvez, M. Le Bohec et  
Mme Panonacle

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

Après le mot : « ou », la fin du premier alinéa de l'article L. 2212-2 du code de la santé publique est ainsi rédigé : « une sage-femme. Lorsqu'une sage-femme la réalise par voie chirurgicale, cette interruption ne peut intervenir qu'avant la fin de la dixième semaine de grossesse. ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement est issu du rapport d'information n° 3343 relatif à l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) adopté par la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Les travaux des rapporteuses ont mis en lumière la nécessité de renforcer l'offre médicale. L'une des pistes consiste à permettre aux sages-femmes de pratiquer des IVG chirurgicales. En l'état, la rédaction de l'article L. 2213-1 du code de la santé publique ne les autorise à pratiquer que les seules IVG médicamenteuses. Cet amendement vise donc à étendre la compétence des sages-femmes en matière d'interruption volontaire de grossesse en leur permettant également de pratiquer les IVG par voie chirurgicale jusqu'à la dixième semaine de grossesse.